L’UE propose à la Tunisie jusqu’à plus d’un milliard d’euros à long terme

11.06.2023 L’UE propose à la Tunisie jusqu’à plus d’un milliard d’euros à long terme

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, en visite à Tunis dimanche, accompagnée de la cheffe du gouvernement italien et du Premier ministre néerlandais, a proposé un « renforcement du partenariat » avec la Tunisie. Ce plan inclut un soutien à la lutte contre l’immigration clandestine, avec une aide financière immédiate de 150 millions d’euros pouvant atteindre 900 millions d’euros à long terme.

L’Union européenne a proposé, dimanche 11 juin, un « renforcement du partenariat » avec la Tunisie comprenant une aide financière à long terme pouvant atteindre 900 millions d’euros et une aide immédiate supplémentaire de 150 millions d’euros à ce pays très endetté.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en visite à Tunis, a indiqué avoir proposé ce programme en cinq points, incluant également un soutien financier à la lutte contre l‘immigration clandestine, au président Kaïs Saïed. Elle a souhaité la signature d’un accord entre la Tunisie et l’UE d’ici au prochain sommet européen à la fin du mois.

« Il est de notre intérêt commun de renforcer notre relation et d’investir dans la stabilité et la prospérité, c’est pour cela que nous sommes là », a déclaré Ursula von der Leyen, disant agir au nom de la « Team Europe ». Elle était accompagnée dans sa visite par les Premiers ministres d’Italie, Giorgia Meloni, et des Pays-Bas, Mark Rutte.

Plus d’un milliard d’euros à long terme

Rappelant que l’Union européenne est le « premier partenaire commercial et premier investisseur » en Tunisie, elle a rappelé que l’Europe a « soutenu le parcours de la Tunisie dans la démocratie depuis 2011 (et la Révolution qui a renversé le dictateur Zine El Abidine Ben Ali, NDLR), une route longue et difficile ».

Les propositions en cinq points de l’Union européenne à la Tunisie, qui vont faire l’objet de négociations ultérieures, prévoient « une assistance macro-financière pouvant aller jusqu’à 900 millions d’euros dès que les accords nécessaires auront été conclus ».

« Nous pourrions fournir une aide supplémentaire de 150 millions d’euros à injecter dès maintenant dans le budget », a ajouté Ursula von der Leyen.

Le programme en cinq points proposé par l’UE prévoit un renforcement des investissements en Tunisie, notamment en

soutien au secteur numérique, des investissements dans l’exportation par la Tunisie d’énergies renouvelables et l’extension du programme européen d’échanges d’étudiants Erasmus à la Tunisie.

L’un des autres volets proposés par Bruxelles concerne la lutte contre le « business cynique » de l’immigration clandestine, pour laquelle l’UE fournira « cette année à la Tunisie 100 millions d’euros pour le contrôle de ses frontières, la recherche et sauvetage » de migrants, a indiqué Ursula von der Leyen.

Grave crise économique

La Tunisie est étranglée financièrement par une dette d’environ 80 % de son PIB et ne peut plus emprunter à l’étranger, ce qui entraîne des pénuries récurrentes de certains produits de base, comme la farine, le sucre et le riz, achetés et importés par l’État.

Le pays est en difficiles pourparlers avec le FMI pour un nouveau prêt de près de deux milliards de dollars.

Mais les discussions achoppent sur le refus du président Kaïs Saïed de réformes comme la restructuration de la centaine d’entreprises publiques surendettées et la levée des subventions étatiques à des produits de base comme les carburants.

Un marchandage »

La Tunisie préoccupe donc l’Europe, en particulier l’Italie, en raison de ces difficultés économiques mais aussi du risque d’une accélération des départs de migrants depuis ses côtes.

Certaines portions de la Tunisie se trouvent à moins de 150 km de l’île italienne de Lampedusa et des tentatives de migration clandestine, de ressortissants d’Afrique subsaharienne et de nombreux Tunisiens, sont régulièrement enregistrées.

Samedi soir, lors d’une visite surprise à Sfax, deuxième ville tunisienne d’où sont partis depuis début 2023 la majorité des candidats à l’émigration clandestine, Kaïs Saïed a dit refuser que son pays « soit le gardien des frontières » de l’Europe.

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux, qui suit les questions migratoires, a dénoncé, dans un communiqué, la visite européenne comme « un chantage » et « un marchandage » pour « donner de l’argent » à la Tunisie en échange d’une surveillance renforcée de ses frontières.

Source : https://www.france24.com/fr/afrique/20230611-immigration-clandestine-ursula-von-der-leyen-giorgia-meloni-et-mark-rutte-en-tunisie